

Comment la société québécoise perçoit-elle l'analphabétisme en 2006 (les médias, la population, la classe politique et les organismes communautaires) ?

Billet de Sharon Hackett

Analphabetisme, dites-vous ?

Avant de s'interroger sur ce qu'on pense de l'analphabétisme dans la société québécoise en 2006, il faudrait d'abord se demander si on y pense... tout court!

Les médias

Les médias se penchent sur l'analphabétisme une fois par année, à l'occasion du 8 septembre¹. À part ce rendez-vous régulier, l'analphabétisme est rarement présent sur les écrans de télévision ou dans les journaux. On peut se demander ce qui pourrait bien les motiver à en faire une plus ample couverture. La déclaration controversée de Patrick Le Lay, directeur de la chaîne française TFI, résume bien le défi des médias aujourd'hui: «dans une perspective "business", soyons réalistes: à la base, le métier de TFI, c'est d'aider Coca-Cola, par exemple, à vendre son produit [...]. Nos émissions ont pour vocation de rendre disponible (le téléspectateur): c'est-à-dire de le divertir, de le détendre pour le préparer entre deux messages. Ce que nous vendons à Coca-Cola, c'est du temps de cerveau humain disponible»².

En regardant à travers une lentille de vente (de copies ou de «temps de cerveau»), on s'aperçoit que l'analphabétisme est plus présent dans les médias qu'on ne l'aurait cru... c'est juste qu'il est déguisé en quelque chose de plus vendeur! On veut parler d'analphabétisme? Utilisons la logique TFI: trouvons un marché preneur pour nos reportages, un marché qui plaira aux annonceurs. Les parents sont de bons consommateurs, alors il faut un dossier sur les garçons décrocheurs! Ce sujet constitue

Discussion entre Sharon Hackett, agente de développement Internet, Centre de documentation sur l'éducation des adultes et la condition féminine (Montréal), et Rachel Pointel, consultante en alphabétisation (Montréal)

une valeur sûre puisqu'il touche à des thèmes controversés comme la gestion de nos institutions publiques, le travail des syndiqués, la lutte des sexes. Désavantage: ce dossier ne nomme pas l'analphabétisme, même si l'on sait que décrocher de l'école est une voie privilégiée pour demeurer analphabète à l'âge adulte. On vise plutôt le grand public? Rien de mieux qu'un dossier sur une vedette qui se révèle analphabète. Valeur sûre une fois de plus: pour beaucoup de gens, les vedettes sont des membres de la famille, en mieux. Ce qui les émeut devient plus réel, plus crédible aux yeux de la population. Désavantage: en se concentrant sur un cas individuel, une personne exceptionnelle, de tels reportages écartent la dimension sociale et structurelle de l'analphabétisme.

Un reportage qui a pour but de titiller le chaland des kiosques à journaux ou de détendre la téléspectatrice, le téléspectateur entre deux annonces ne va pas au fond des choses. Dans la kyrielle d'articles publiés sur Jacques Demers au mois de novembre 2005, on a peu souvent pris la peine d'expliquer ce qu'est l'analphabétisme. Les lectrices et les lecteurs qui réagissaient sur le cas Demers ont malheureusement mis en évidence la grande ignorance de la population devant l'impact de l'analphabétisme et les façons de le combattre, ne serait-ce que sur le plan individuel.

La population

Pour le commun des mortels, l'analphabétisme reste une incapacité totale à comprendre le code écrit. Serait-ce le

1 Journée internationale de l'alphabétisation.

2 Entrefilet dans le quotidien *Libération* (édition du samedi 10 juillet 2004).

mot, trop lié à l'alphabet, qui se prête à une conception aussi réductrice? Ou peut-être est-ce un mot trop complexe, trop savant. Il est certain que les personnes qui ne savent pas lire ne se qualifieront pas spontanément d'«analphabètes»: elles n'ont jamais appris le mot! Les autres ne se sentent pas concernés, et cette vision étroite de l'analphabétisme et, par conséquent, de l'alphabétisation, constitue en soi un obstacle à suivre une formation. Croire qu'une personne est alphabétisée dès qu'elle connaît l'alphabet ou réussit à déchiffrer une phrase constitue une méprise qui mène non seulement à une autoexclusion de la formation mais aussi à un mépris des personnes qui sont en processus d'alphabétisation. «Pourquoi tu vas là?», s'est fait demander une participante dans un groupe d'alphabétisation de Chaudière-Appalaches, «t'as ton secondaire 5!» Oui, elle l'a. Et alors? C'est réglé pour toujours? Plus rien à apprendre? Cette remarque est le symptôme d'un problème plus grave: on vit dans une société qui ne s'intéresse pas à l'apprentissage. Qu'on trouve le mot «analphabétisme» rébarbatif, je peux comprendre. Mais qu'on décroche complètement de l'apprentissage, c'est un désastre. Il y a mille façons d'apprendre, mille choses à apprendre aussi!

La classe politique

Malheureusement, la classe politique québécoise semble partager ce désintérêt pour l'apprentissage. Bien que préoccupée par la compétitivité de la main-d'œuvre québécoise, elle a tout de même aboli, pour tout employeur ayant une masse salariale de moins de 1 000 000 \$ (autant dire la majorité des employeurs), l'exigence de consacrer 1 % de la masse salariale de l'entreprise à la formation.

Dans les centres locaux d'emploi, les agentes et les agents qui donnent accès ou non à une formation hésitent à diriger une personne vers un groupe d'alphabétisation:

cette formation, qui exige un travail de longue haleine, ne procure pas de résultats assez rapides. Et puis, «la dame a 40 ans! Qu'est-ce que cela lui apporte, à son âge, d'apprendre à lire?» Monsieur l'agent, vous avez vraiment besoin que je vous le dise?

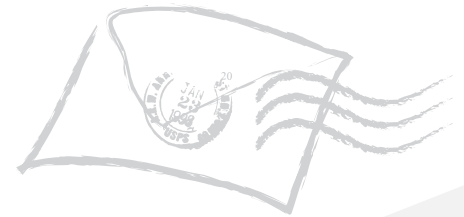
Notre classe politique affirme que l'État a peu de moyens. Elle réduit les dépenses en brandissant le spectre du déficit, de la dette, au nom de la «lucidité», et tant pis si des citoyennes et des citoyens restent en plan. Peut-être faudrait-il faire un autre exercice, celui d'évaluer nos ressources dans un contexte de mondialisation. Pour l'économie mondiale, nous sommes toutes et tous des ressources humaines, du moins potentiellement. Avec une population d'environ 7 500 000 au Québec (32 000 000 au Canada), la ressource est loin d'être trop abondante. Sur ces quelques millions, une partie demeure trop jeune pour travailler, une autre est à la retraite. De celle qui reste, je doute qu'on puisse se permettre de laisser tomber les 49 % de gens qui ne sont pas suffisamment alphabétisés pour fonctionner dans la société³. Au nom de quoi se permettrait-on de gaspiller cette ressource? Parce qu'elle est moins facile à exploiter que les 51 % qui restent? Il y a quelques années, les analystes disaient que le pétrole des sables bitumineux de l'Alberta était trop cher à exploiter. Aujourd'hui, malgré la pollution et les coûts engendrés par leur exploitation, on considère que ces sables constituent une grande richesse grâce à laquelle le Canada peut s'imposer sur l'échiquier mondial, et grâce à laquelle Paul Martin, l'ancien premier ministre canadien, a pu tenir tête au voisin américain dans ses négociations commerciales. Et si les êtres humains étaient considérés comme une grande richesse, eux aussi? Si on arrêta de croire que les personnes faiblement scolarisées, analphabètes, étaient une ressource de piètre qualité, une ressource qui coûte trop cher à exploiter?

3 Pourcentage de la population québécoise se trouvant aux niveaux 1 (15,6 %) et 2 (33 %) sur l'échelle des textes suivis, selon *Développer nos compétences en littératie : un défi porteur d'avenir. Rapport québécois de l'Enquête internationale sur l'alphabétisation et les compétences des adultes (EIACA), 2003*, Institut de la statistique Québec, mai 2006, p. 51.

Les organismes communautaires

L'action des organismes communautaires se situe aux antipodes de cette approche économiste. Lorsqu'un organisme agit sur des enjeux sociaux, les travailleuses, les travailleurs, les militantes, les militants et les bénévoles s'informent, se forment et s'investissent, même si la vocation première de l'organisme n'en est pas une d'éducation. L'éducation populaire émerge de ces pratiques, par des types d'apprentissage formels et informels. Dans un organisme communautaire, l'apprentissage, souvent entre pairs, fait partie du quotidien. On se penche sur des questions qui touchent beaucoup de personnes analphabètes: la pauvreté, la violence,

l'exclusion. Les gens du communautaire connaissent l'analphabétisme, côtoient des personnes analphabètes. Et s'ils vont à l'encontre des pratiques courantes, s'ils sont capables de reconnaître les savoirs des personnes analphabètes, leur valeur comme personnes au-delà de ce qu'elles peuvent verser au PIB, c'est que l'analphabétisme, ils y ont pensé! ■



Commentaire de Rachel Pointel en réaction au billet de Sharon

Regard faussé d'une consultante en alphabétisation sur la perception qu'a la société québécoise de l'analphabétisme

On peut toujours rêver à des médias qui parlent plus souvent d'analphabétisme, à une population québécoise réellement consciente de la situation, à un gouvernement investissant massivement en alphabétisation et à des organismes offrant autant de services qu'il en faut... mais cela changerait-il vraiment les choses?

Lorsqu'on travaille en alphabétisation, on cherche les moindres petites occasions pour parler d'analphabétisme: on détermine le public visé, le message à diffuser et les médias à utiliser. On se réjouit si le message passe (sinon on fera mieux la prochaine fois!): l'impact se traduira localement et ponctuellement en nouvelles inscriptions à des ateliers d'alphabétisation, en nouveaux contacts... Et la vie continuera. Cela aura-t-il réellement changé les choses? Pas vraiment...

Et si, tout à coup, l'analphabétisme était au sommet de l'information médiatique? La situation devient critique, tout le monde en a conscience et en parle, il faut réagir car trop de personnes éprouvent des difficultés à lire et à écrire. Ces mêmes médias n'en viendraient-ils pas aussi à nous faire croire qu'à cause du déficit, ou de toutes autres «bonnes» raisons gouvernementales, nous n'avons pas les moyens, pas suffisamment d'argent pour résoudre le problème? On nous proposerait alors une solution miracle, peut-être sous forme de partenariat public-privé (PPP) où, dans les faits, seuls les plus riches auraient le «droit» (c'est-à-dire les moyens) d'être alphabétisés. Et nous accepterions cela. Mais oui. Comme nous acceptons actuellement que la santé prenne

cette direction! Parce que nous aurions été suffisamment lobotomisés pour faire porter le problème à l'individu, se désoler en toute bonne conscience de la situation et agir de la même façon que pour tous les autres problèmes de notre société, c'est-à-dire en ne faisant rien! Cela changerait-il réellement les choses? Pas vraiment...

Lorsqu'on travaille en alphabétisation, on se bat pour que le gouvernement investisse plus en alphabétisation. L'argent est alloué pour des secteurs spécifiques, qui peuvent changer d'une année à l'autre: des nouveaux groupes d'alphabétisation, les jeunes, la prévention... C'est à qui réussira à faire passer son message dans cette jungle! On s'allie à d'autres, on revendique, on manifeste... et parfois même on se félicite! Cela aura-t-il réellement changé les choses? Pas vraiment...

Et si, tout à coup, l'analphabétisme était au sommet des priorités gouvernementales? On injecterait beaucoup d'argent dans les différents lieux où les personnes peuvent améliorer leurs compétences en lecture et en écriture. Ces personnes seraient nombreuses, car tous les moyens seraient pris pour les recruter. Et on en dénombrait toujours plus, d'année en année... car le problème n'aurait pas été attaqué à la source! Il y aurait toujours autant (si ce n'est plus) de jeunes qui sortent de l'école avec des difficultés! Autant d'enfants qui n'arrivent pas à s'adapter à l'école! Cela changerait-il réellement les choses? Pas vraiment...

Lorsqu'on travaille en alphabétisation et qu'on s'arrête à la perception qu'a la société québécoise de l'analphabétisme, il est facile de déprimer, de se décourager... il est tentant de changer de métier! Mais, on reste. On y croit. Pourquoi? Je me suis souvent posé cette question! Ce n'est pas qu'on soit trop idéaliste. Quand j'observe la société, je ressens un malaise profond: comment se fait-il que chaque groupuscule revendique, manifeste et négocie uniquement pour ses propres intérêts? Comment se fait-il que nous ne soutenions pas les causes qui ne nous concernent pas directement ou qui ne sont pas liées à nos proches? Pourtant, nous sommes particulièrement généreux de notre temps (en bénévolat) et de notre argent (en dons)! Le personnel de la santé manifeste. Le personnel enseignant manifeste. Le personnel des services de garde manifeste. Les travailleuses et les travailleurs en alphabétisation manifestent. Tout le monde manifeste. Mais qui les soutient? Tout cela reste à petite échelle, bien sectorisé. Et pourtant, n'étions-nous pas 250 000 personnes à Montréal à manifester contre la guerre en Irak?

Se questionner sur la perception qu'a la société québécoise de l'analphabétisme, c'est aussi se demander ce que nous pensons de la pauvreté, des systèmes de santé et d'éducation, des jeunes qui décrochent ou se suicident, de l'argent détourné par certains hommes politiques, des salaires indécentes octroyés à quelques personnes... Bref, c'est se demander ce que nous souhaitons, si nous avons un projet de société. Et là-dessus, nous sommes plus que partagés! Arriverons-nous un jour à nous mobiliser suffisamment pour que nos actions changent réellement les choses? Car des solutions politiques, et donc financières, il n'en manque pas! Il faut avoir l'audace d'aller chercher l'argent là où il est et de l'investir là où c'est véritablement rentable pour la société: dans les personnes, et ce, pour tous les aspects de leur vie. Cela changerait-il réellement les choses? Oui, vraiment!!! ■